L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 28 MARS 1867. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMET,
IMPRIMEURS-EDITEURS-PROPRIETAIRES.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 28 MARS.

☞ Pour la liste des navires et vaisseaux arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions étrangères, voir à la page anglaise.

☞ LE JOURNAL DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par A. Bouligny, à la Bourse des Négociants et des Banquiers—Grande vente de terrains dans Jefferson City, Bel et Orant Boulevart, provenant de la succession de feue M. H. Montreuil, épouse divorcée de Laurent Millaudon.

Par G. de Férisé et C. H. Gluesby & Co—Grande vente à la Bourse de 32 lots subdivisés en neuf cent trente-huit lots situés dans les rues du Canal, Commerce, Bourbon, Marais, Conti, Toulouse et autres principales rues du Premier et du Deuxième Faubourg—Terrains de choix pour bâtir, dans la rue de la Course, entre Gayoso et Johnson. Le tout à des conditions favorables de long terme, sans réserve.

Par C. Vinton, 61, rue Tchoupitoulas—En vue de St-Patrick.

Par J. P. Salomon, rue Gravier—Des allumettes suédoises.

Aussi, aux Nos 49 et 51 de la rue Gravier—Savon, fromage, épicerie, vin rouge, eau-de-vie, whisky, champagne.

Par Vincent A. Co, à leur salle d'encan—200 pièces de calicots supérieurs, et 70 balles de marchandises sèches assorties, à crédit.

Aussi, à leur salle d'encan, au No 16 de la rue de Chartres—Habillements, chaussures, etc.

Par M. Vincent & Co, à leur salle d'encan—400 caisses de bottes, souliers et brodequins, et 99 malles contenant ces articles.

Par Montgomery, Byrne & Co., à leur salle d'encan—Un assortiment de meubles, tapis, glaces et batterie de cuisine—En vue depuis de F. Lanes, rue Carondelet—Des quelques chevaux, mulets, voitures hâtières, buggies, &c.

Et sur le Levée, entre les rues Bienville et Dauphine—Foin.

Par Hoffman & Marks, au No 39 de la rue de Chartres—Habillements, cire, cuirs vernis.

Par B. Pumpelly & Co., dans leur salle d'encan, au No 64 de la rue Vieille-Levée—Marchandises sèches dernièrement arrivées par vapeur.

Par A. Fuller, au No 61 de la rue de Chartres—Chaussures pour hommes, femmes et enfants; habillements, liqueurs et cigares.

Par B. B. Murphy, au No 47 de la rue des Magasins—Kirch, chocolats, canots, boîtes d'Hendricks, sirops, pelles, pioches, etc., etc.

☞ Achetez vos confiseries et chocolats chez M. Etienne Turpin, 93 Vieille Levée.

Grande vente de propriétés franches.—Nos lecteurs remarqueront une publication qu'emporte aujourd'hui MM. O. de Férisé & Co., et C. H. Gluesby & Co. relativement à l'encan, par ordre de madame de Pontalba, le plus considérable lotissement de terrains qui ait été offerte aux enchères publiques depuis bien des années.

Ces lots sont des mieux situés dans le Premier et le Second Districts. Tous sont favorablement et en bon état de culture. Le rapport horticole le chemin de fer de la rue du Canal et Bayou ou Monroe, Canal, et la voie de communication directe, qui est sans de nouveaux besoins pour répondre aux besoins toujours croissants de cette partie de la ville.

Mais ne voyons pas pourquoi les mêmes causes n'auraient pas, à la Nlle-Orléans, les mêmes effets de prospérité et de développement qu'elles ont eus dans les autres grandes villes. La population de la Nlle-Orléans a cru beaucoup de beaucoup, et la valeur des propriétés foncières a aussi été de même par. Aussi vont-on les améliorations qui multiplient dans toutes les directions.

La distance ne l'arrêtera certainement plus au chemin. Les chemins de fer de ville donnent aux habitants des faubourgs la facilité de s'y transporter à peu de frais et avec rapidité, et c'est certainement dans la section où sont les terres cultivées que devrait être offerte aujourd'hui, à l'encan, que le réseau de ces lignes ferrées de porte et qui doit occuper. Relisez donc les annonces de MM. O. de Férisé & Gluesby et rendez-vous de bonne heure à la Bourse dans rue Royale où les lots de terrain seront offerts. Les enchères les propriétés de valeur dont il est question dans cet article.

400 caisses bottes, souliers, brodequins, et 80 malles de chaussures, pour hommes et femmes, qui sont bien en mains, à 10 heures, à l'encan, salle d'encan No 61 de la rue N. Roche & Co., Nos 61 et 67, rue de la Vieille Levée. Conditions à la vente.

Grande vente d'habits.—Aujourd'hui, jeudi, 28 du courant, à 10 heures, Mme. Mme. Hoffman & Mme. Marks vendront à leur salle d'encan, rue de Chartres, No 39, un fort assorti réserve, 400 lots d'habits de saison de hommes, garçons et enfants récemment importés. Cette vente appelle l'attention des connaisseurs et des amateurs de bonnes et de qualité des articles, sont par les hommes auxquels ces articles répondront, en raison de la promptitude de l'été. Voyez plus loin l'annonce.

☞ M. A. FEIBER, encanteur, appelle l'attention des marchands de la campagne et de commerce sur les couleurs, les habits, les habillements et la bagarie qu'il vend AUJOURD'HUI, jeudi 28 mars, à DIX heures du matin, dans sa salle d'encan, au No 58 de la rue de Chartres.

☞ MM. VINCENT & CO, encanteurs, vendent des cabriolets, de toilettes, du Cirque de Lyon, des marchandises de fantaisie et de nouveautés, un fort lot d'habillements, chaussures et articles de toilette, AUJOURD'HUI, à 10 heures, dans leur salle d'encan, au No 16 de la rue de Chartres.

Grande vente de meubles—Vendredi prochain, 29 du courant, M. G. de Férisé, encanteur, vendra à l'encan, dans sa salle d'encan, rue Bienville et Royale, une grande quantité de meubles de choix de la manufacture de M. Mallard. Ces meubles sont de la meilleure qualité. Ils peuvent se passer de toute recommandation. Aussi nous bornerons-nous à signaler cette vente comme une de ces occasions que ne doivent laisser échapper ceux qui sont dans le cas de faire des achats de meubles qui donneront à chacun entièrement fini et élégants.

Les billets de ville.

Le Conseil des Assistants-Aldermen a, dans sa dernière séance, accepté le bill de législation passé par la Législature, et cette acceptation du Conseil donne à ce bill la plus grande force d'une loi à laquelle il faut que tout le monde se soumette. Le bill de législation a été imaginé, comme nous l'avons déjà expliqué, dans le but fort louable de venir en aide au crédit de l'Etat et nous nous plaçons bien de blâmer l'intention des promoteurs de bill. Nous avons combattu dans les mêmes rangs que ces corporations. Nous avons toujours lié que l'on ne pouvait compter guère que l'une pauvre propriété sans l'autre. Toutefois, il faut que la mesure dompte pour leur bien simultané soit en effet de nature à leur être utile. Si elle nuisait à l'une des parties, l'autre ne tarderait pas à en souffrir; et c'est justement le résultat qu'un malheureux esprit de spéculation pourrait produire. Voyons et la spéculation ne peut le tuer.

La ville peut aider l'Etat lui donne $2,500,000 de ses billets en échange de ses bons pour une somme pareille. La circulation des billets de ville, qui était de $3,650,000, se trouvera en conséquence portée à $6,150,000. On tenait a pu effrayer quelques personnes, mais le plus grand mal par l'augmentation de cet effet par nombre de gens habitués depuis 5 ou 6 ans à vivre d'argelage. Ces gens sont à la piste de tous les jeux de hasard. Ils ne connaissent qu'une relation avec les finances de l'Etat, de la ville, des Etats-Unis, et tâchent d'en tirer parti en amenant l'alarme souvent, et quelquefois aussi en propageant un sentiment de crédulité funeste. C'est le Wall street de New York exerçant son influence dans les cas, sous prétexte de tous les Etats, espérant de la même manière de faire la prospérité générale, la même à ombre de vicissitudes. Ces spéculateurs de varient naturellement s'obstiner sur le complaisant les Chambres et accepter par les Conseils de ville, combinaison qui, sous certains rapports, présente matière à la critique, mais à laquelle il est facile de porter remède. Aussi, le commerce n'a-t-il pas à se peu tenir des efforts de ces individus. Les affaires en sont, et vont, comme la ville, et même elles ont marché plus vite et eu un rapport l'agiotage exerce un tel bon effet.

Nous venons de dire qu'il est facile de remédier à la situation et cela est vrai. Nous ajouterons qu'il est facile d'y remédier sans retirer à l'Etat le support qui lui est prêté par la ville. Cette révolution des billets, conséquence qui s'élèvera à $6,150,000, pourra être rétablie, quand on le voudra, à la somme fixée à PRIsent en échange de ces bons, c'est à dire à $3,650,000,—ce qui serait une diminution de de $2,150,000 par la circulation actuelle,—par la conversion des billets en bons de la cité avec un intérêt équivalente. Les taxe additionnelle que a été votée par la Législature pourrait servir tout à la fois de fonds d'amortissement pour les billets restants et de fonds de service pour les intérêts des nouveaux bons, en plaçant avec les revenus ordinaires que la ville touchera bientôt par l'élévation de l'assessement foncier, elle pourra facilement faire face à tous les besoins de crédit créé par la Législature en moyen de la taxe spéciale sur les propriétés réelles et personnelles, pour les intérêts des bons vendus au lieu de ceux de la ville, bons ayant tous la même valeur que les bons désignés comme "bons à remettre." Les anciens ne seront pas plus longtemps que les nouveaux et ces derniers ne seront pas moins favorablement accueillis que les premiers. Il est donc facile d'arriver à ce résultat si désirable de la ville.

La dette consolidée monte aujourd'hui à $2,020,000, et de $2,760,000, ce qui ajouté à l'ancienne dette qui s'élève à $6,782,156 suivant un compte récemment présenté à la Législature, fournit une dette totale de $16,192,156. Il est vrai que nous ne comprenons pas dans ces chiffres les bons de ville pour matériaux et dans les chèques de fer et qui sont endossés par les compagnies. Ces bons forment un total de $2,722,000. Mais cette dette finira bien, il faut l'espérer, par produire un revenu, et d'ailleurs elle est indiquée sur le capital énorme et industriel de la compagnie, et par conséquent ne doit inquiéter la ville. La véritable dette se compose donc d'une somme de $13,553,156, supplémentée par la valeur de $10,000,000 en immeubles dans compris la valeur des places publiques.

Nous devons assurément veiller à ce que cette situation n'empire pas; mais tous les hommes de sens reconnaîtront avec nous qu'elle ne demande aucune mesure extraordinaire d'alarme. Les billets de ville sont aujourd'hui aussi bons qu'ils l'étaient il y a un an et beaucoup meilleurs, malgré leur multiplication, que pendant la guerre et à la fin de la guerre, car alors on pouvait douter de l'avenir de la Nlle Orléans.

Aujourd'hui on n'en doute plus. L'Etat peut être sûr que la prospérité de l'immigration de la ville ne fera que s'accroître, mais la ville, par sa situation exceptionnelle, a droit à des égards. Mississippi bien charitable est bien préférable à l'eau de citerne pour la consommation, pour la cuisine, les bains et autres usages domestiques: et avec ce filtre on peut en avoir en quantité suffisante sans avoir besoin de cave. On trouvera ces filtres chez MM. Levi & Mayer, rue Poydras No 171 en rue du Canal No 174.

Pour Belize, Honduras.—Le magnifique steamer des Etats-Unis "Trade Wind", capitaine Arthur Champion, partira jeudi 4 avril, à 9 a. m., de son wharf, poteau 17, Premier District, pour Belize, St Thomas, Guatemala, les îles Rastan et Utilis. Le "Trade Wind" est un des meilleurs steamers qui aient jamais navigué dans les eaux de l'Amérique Centrale et l'on peut s'y embarquer en toute assurance. Pour fret et passage, s'adresser à M. D. Dowd, agent, rue Poydras, No. 110.

Compagnie des Remparts.—Nous sommes priés d'annoncer aux membres du Bataillon et aux plaideurs que le congé que la Législature a accordé à la Compagnie du Capt. Thibaut, ne passé effet qu'à dater du 4 juillet prochain, c'est-à-dire pendant les vacances de la Cour.

Nouvelles inventions.—Nous avons annoncé hier un nouvel appareil inventé par M. J. H. Rousseau, membre de la Chambre des Représentants, et qui nous paraît appelé à remédier à d'un inconvénient qu'ont pu éprouver tous ceux qui voyagent dans les chemins de fer de la ville. Les voyageurs sont obligés pour communiquer avec le conducteur et en obtenir de la monnaie, d'ouvrir et de fermer constamment la porte de char. Le conducteur, en retournant pour recevoir les billets et rendre la monnaie, passe regarder devant lui si il peut se passer de ces fastidieuses manœuvres. Mr. Rousseau a pensé qu'il valait mieux que le conducteur fût dans la voiture de la porte et mis par un ressort de sûreté à portée de communiquer avec le wattman et de l'arrêter. Le voyageur qui a besoin de monnaie y dépose ses billets et la pousse de façon qu'ils aboutissent devant à l'intérieur de la voiture. Le conducteur averti, par un timbre que ce mouvement fait résonner, tend la main aussitôt qu'il le peut, prépare la monnaie et la donne au voyageur. Le brevet date de 1865 et est déposé aux archives de l'Etat. Le modèle est exposé dans une des salles de la Chambre des Représentants.

Nous pensons, du reste, que ces réflexions ont déjà été faites par la majeure partie des habitants de notre ville, car, comme nous le disons plus haut, les affaires, loin de souffrir de la mesure qui fait le sujet de cet article, y ont puisé au contraire une activité nouvelle. C'est à qui offre de recevoir au pair les billets de ville; c'est à qui vendra le plus au échange de ces billets; c'est à qui en aura le plus. Voilà l'opinion publique à l'égard de cette circulation qu'on disait si dépréciée pour des raisons de spéculation sordide. Mais elle réussissait, nous en avons la confiance, et le crédit de la ville n'en souffrira en aucune façon.

Ordre Militaire.

DÉSTITUTIONS ET NOMINATIONS.

Le général Sheridan a lancé hier un ordre par lequel il destitue l'avocat-général Herron, le maire Monroe et le juge Abell de la Première Cour de District. La révocation du maire n'a rien d'inattendu, mais on pensait qu'elle coïnciderait avec celle du gouverneur. Quant à celle de MM. Herron et Abell elle a surpris tout le monde.

Les trois fonctionnaires révoqués sont remplacés par MM. Lynch, Heath et Howe. Le premier est parfaitement connu comme ayant joué un rôle sous le régime Banks; quant aux deux autres, ils nous sont parfaitement inconnus; M. Heath était, dit le Picayune, marchand, rue du Camp. M. Howe est un avocat du Nord, venu ici depuis la guerre.

Voici le texte de l'ordre en question:

Quartier-général du Premier Dist. Militaire, Nlle-Orléans, le 27 mars 1867.

Ordre général No 5.

Andrew S. Herron, avocat-général de l'Etat de la Louisiane, John T. Monroe, maire de la Nouvelle-Orléans, et Edmund A bell, juge de la Première Cour de District de la Nouvelle-Orléans, sont par le présent, révoqués de leurs emplois respectifs à partir d'aujourd'hui à midi, et les nominations suivantes sont faites pour prendre effet à partir de la même date, savoir:

B. L. Lynch sera avocat-général de l'Etat de la Louisiane, Edward Heath sera maire de la ville de la Nouvelle-Orléans, et W. W. Howe sera juge de la Première Cour de District, ville de la Nouvelle-Orléans.

Chaque personne révoquée remettra tous les livres, papiers, archives, etc, appartenant à son emploi à la personne nommée par le présent ordre et l'autorité militaire aidera à faire exécuter cette ordre.

Par ordre du major-général P. H. Sheridan.

Geo. L. Hartsuff,
Assistant-adjutant-général.
Officiel: George Lee,
1er lieut. 21e Infanterie des E.-U., faisant fonctions d'aide-adjudant-général.

Les Crevasses.

Tout en faisant la part de l'exagération de certains rapports, il faut reconnaître que les nouvelles reçues de différents points sont peu rassurantes, en ce qui concerne les levées du fleuve.

Une nouvelle crevasse vient de se déclarer à la Pointe Coupée. Une dépêche de M. F. L. Claiborne, au gouverneur, annonce qu'il s'est formé une grande crevasse dans la Grande Levée, nouvellement construite, et qu'il n'y a pas de chance de la fermer.

M Dubroca écrit de Bâton-Rouge qu'il ne s'en faut que de quelques pouces que l'eau passe pardessus la Levée Hall, au dessous de Baton-Rouge, qu'il y a des infiltrations, et que si la levée n'est pas renforcée, elle sera emportée.

Les levées, depuis la levée de paroisse, à Ouest Bâton-Rouge, jusqu'à l'habitation Jno. L. Lobdell sont de deux à trois pieds trop basses. La levée Chinn est en bon état.

Le fleuve a monté de sept pouces en 24 heures.

L'ingénieur qui dirige les travaux de la crevasse Roman espère toujours réussir à la fermer. Une petite crevasse s'est déclarée devant l'habitation A. B. Roman à un mille et demi au dessus de l'autre, mais on a pu la fermer immédiatement.

Suivant le rapport de l'ingénieur Porter, la levée, à un quart de mille au dessus de Carrollton, est dans un état critique: la levée submergé du camp Parapet réclame une attention immédiate; la levée de Sauvé, à 15 milles au dessus de Carrollton est en très mauvais état sur un espace de 800 pieds. Si des mesures immédiates ne sont prises, une inondation est à craindre pour la Nouvelle Orléans. M. Durand, président du bureau des levées, écrit au Maire pour demander à la ville un prêt de $5000 pour payer les travailleurs qu'il faut envoyer sur les points menacés dans le voisinage de la ville.

Ce bon Mr. Stevens.

Depuis que Mr. Stevens a eu ses propriétés détruites pendant la guerre, il s'est livré à l'étude des droits des belligérants et il a commencé ses recherches dans l'histoire des temps les plus reculés. Il a été tellement séduit par la doctrine antique que les biens de l'ennemi et des valeurs appartenaient aux vainqueurs qui pouvaient en disposer à leur guise, qu'il s'en est tenu là et, il vient sérieusement proclamer cette maxime barbare comme le droit des gens au dix-neuvième siècle, dans la république modèle, dans la patrie de Washington et des Franklin! Voici en quels termes il appuie son bill pour la confiscation des propriétés des rebelles.

Par importe ce que vous pouvez penser de l'effrontié de la loi du 17 juillet 1862. Les lois de guerre nous autorisent à prendre ces propriétés, notre supériorité nous le permet, car la loi qu'il n'est maintenant de penser. Nous avons un droit naturel sur notre pouvoir, nous avons un droit naturel sur notre pouvoir, nous avons un droit naturel sur notre pouvoir, nous avons droit naturel sur notre pouvoir, nous avons droit naturel sur notre pouvoir, nous avons